

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Le Mexique doit se joindre au PTT

Les neuf pays parties à l'accord de Partenariat transpacifique (Australie, Brunei Darussalam, Chili, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam) accueilleront un nouveau membre après qu'ils auront invité le Mexique à se joindre aux négociations, lorsqu'ils auront conclu avec succès les procédures à l'échelon national.

L'annonce a été faite par le président des États-Unis, M. Barack Obama, dans la matinée du 18 juin, après une réunion en tête-à-tête avec le président du Mexique, M. Felipe Calderón, l'hôte du Sommet du G-20 qui se tiendra les 18 et 19 juin. Le Mexique a fait connaître son intérêt à se joindre au PTT en novembre dernier. Le pays a achevé les consultations avec les neuf partenaires du PTT et a assuré les États-Unis « [TRADUCTION] qu'il est prêt à conclure un accord de haut niveau qui comprendra les enjeux qui n'étaient pas abordés dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) », a annoncé le représentant au Commerce américain (USTR) dans une déclaration.

« [TRADUCTION] Nous sommes ravis d'inviter le Mexique, notre voisin et deuxième marché d'exportation par ordre d'importance, à se joindre aux négociations du PTT, a déclaré l'USTR, M. Ron Kirk. L'intérêt que manifeste le Mexique pour le PTT indique qu'il reconnaît que ce partenariat représente la voie la plus prometteuse de stimuler le commerce dans l'ensemble de l'Asie-Pacifique et d'encourager l'intégration du commerce régional. Nous anticipons de poursuivre les consultations avec le Congrès et les parties prenantes nationales lorsque nous procéderons. »

« [TRADUCTION] À l'époque que nous traversons, où certaines régions du monde sont frappées par la récession et d'autres par un ralentissement, le PTT ou Partenariat transpacifique représente peut-être le secteur de croissance potentielle le plus important de toute une décennie. Il s'agit donc d'une bonne nouvelle pour les Mexicains, parce qu'elle implique des emplois et une croissance économique pour les deux prochaines décennies au moins », a déclaré le président Calderón, ajoutant que l'invitation témoigne de l'importance du Mexique sur la scène mondiale.

« [TRADUCTION] Je sais que d'autres pays souhaitent se joindre au PTT, et j'espère qu'ils pourront le faire bientôt », a déclaré M. Calderón, faisant allusion au Canada et au Japon ainsi qu'à d'autres pays de l'Amérique latine qui se sont dits intéressés à se joindre aux négociations. « Manifestement, les membres actuels du PTT ont pris conscience des possibilités que cela implique et de la contribution qu'apporte la participation à ce processus à l'économie du Mexique ».

Le gouvernement américain devra entreprendre une période de consultation de 90 jours avec son Congrès au sujet d'un objectif en matière de négociation avec le Mexique, ainsi que demander des observations du public sur son intention d'inclure son voisin du Sud aux négociations du PTT.

Entre-temps, les neuf membres du PTT se réuniront à San Diego du 2 au 10 juillet pour leur 13^e cycle de négociation.

Le G-20 doit apporter son appui à l'accession des PMA et à la facilitation des échanges

Les dirigeants du G-20 se réuniront à Los Cabos, au Mexique, les 18 et 19 juin lors d'une réunion qui sera probablement dominée par la crise de la dette européenne et les résultats des élections parlementaires en Grèce. Plus tard, l'UE devrait réunir ses dirigeants lors d'un sommet à Bruxelles, les 28 et 29 juin. Le résultat de cette réunion modèlera probablement l'avenir de l'euro et, par conséquent, de l'économie mondiale. Plusieurs pays, notamment la Chine, ont déjà exprimé leurs préoccupations au sujet des répercussions que la crise européenne pourrait éventuellement avoir pour eux et ont demandé au G-20 d'élaborer un plan d'action qui stimulera la demande.

« [TRADUCTION] Nous serons très occupés au cours du prochain jour et demi. Le monde s'inquiète du ralentissement de la croissance qui s'est produit. Une grande partie de l'attention s'est concentrée sur l'Europe. Le moment est venu, comme nous en avons discuté, de faire front commun afin de prendre les mesures qui s'imposent pour stabiliser le système financier mondial, éviter le protectionnisme, travailler la main dans la main pour faire croître l'économie et créer des emplois tout en adoptant une approche responsable à long et à moyen terme à l'égard des structures financières », a déclaré le président Obama.

« Je pense que les élections qui se sont tenues en Grèce hier sont un signe favorable que non seulement le pays formera un gouvernement, mais qu'il travaillera également de façon constructive avec ses partenaires internationaux afin de pouvoir continuer sur la voie de la réforme et de le faire d'une façon qui présente également au peuple de la Grèce des perspectives de réussite et de prospérité ».

S'agissant du dossier du commerce, les dirigeants du G-20 (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Corée du Sud, Russie, Arabie saoudite, Afrique du Sud, Turquie, Grande-Bretagne, États-Unis et UE) s'appêtent à donner leur aval à la décision de mettre en œuvre une partie des décisions qu'ils ont prises lors de la dernière conférence ministérielle de l'OMC (CM8), à la suite desquelles les membres concluront le travail sur l'accession des PMA et aborderont la facilitation des échanges (FE).

« [TRADUCTION] Nous sommes encouragés par le travail qu'ont accompli les ministres du Commerce et leur enjoignons de chercher à conclure au plus vite un accord à l'OMC sur le renforcement de la facilitation des échanges qui contribuerait à réduire considérablement les coûts de transaction pour toutes les économies, particulièrement celles des pays en développement », peut-on lire dans une déclaration diffusée avant la conférence de Los Cabos.

On est d'avis que la facilitation des échanges est à l'avantage des pays développés autant que des pays en développement. Les fonctionnaires déclarent que personne ne s'oppose à la conclusion des pourparlers dans ce secteur des négociations, car tous les membres sont conscients de l'importance de cet enjeu. Cependant, le problème dans ce secteur est double :

1. Les membres ne s'entendent pas si l'accord devrait être conclu indépendamment. Le groupe des pays en développement est partagé sur la question. Les pays ACP, les PEV et les PMA font valoir que le progrès sur le plan de la FÉ devrait entraîner un mouvement parallèle à l'égard des règles et du renforcement des capacités commerciales, comme l'envisage le mandat de négociation. Cependant, les économies émergentes, notamment l'Inde et le Brésil, argumentent que le rattachement de la FE aux enjeux des PMA manque de puissance et qu'il est par conséquent inextricablement déséquilibré.
2. La deuxième préoccupation concerne l'appariement des engagements en matière de FÉ avec la capacité technique/financière dont ont besoin les pays en développement pour mettre en œuvre ces engagements. Il est absurde, sur le plan juridique, pour les pays ACP de prendre des engagements qu'ils n'ont pas la capacité de tenir, ont prétendu les ACP à une occasion.

Cependant, les dirigeants s'engageront à régler ce dernier problème afin de conclure les négociations sur la FE dans le meilleur délai. « [TRADUCTION] Nous entreprenons de nous attaquer efficacement aux besoins particuliers des PMA en matière d'assistance financière et technique, afin qu'ils soient en mesure de mettre en œuvre les disciplines améliorées dans ce secteur », peut-on lire dans le projet de déclaration du G-20.

Les économies émergentes, notamment le Brésil et l'Inde, exercent également des pressions pour que l'on ajoute l'agriculture à l'ensemble facilitation des échanges-PMA. Selon les observateurs, le Brésil cherche à y ajouter les subventions à l'exportation et l'administration des CT, tandis que d'autres, comme l'Argentine et l'Afrique du Sud, tentent également de faire ajouter des questions davantage contestées, comme le coton et la franchise de droits et l'absence de contingent, à la récolte hâtive.

Prochains événements

- Sommet du G-20, 18-19 juin 2012, Los Cabos, Baja California Sur
- Pourparlers plurilatéraux sur les services, semaine du 25 juin 2012
- XIII^e cycle du TPP, semaine du 2 juillet 2012, décembre (à confirmer)
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 9-12 juillet 2012
- AECG, semaine du 15 juillet (à confirmer) septembre 2012
- Conseil général de l'OMC, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 2-9 septembre 2012, Vladivostok
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 20-21 septembre, 14-15 novembre 2012
- Forum public de l'OMC, 24-26 septembre 2012
- XIV^e cycle du TPP, septembre (à confirmer)

